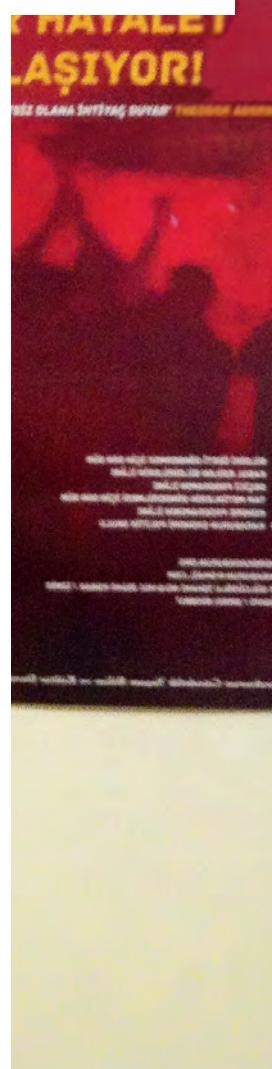


EN TURQUIE, LE DROIT DU TRAVAIL À L'ÉPREUVE DU PRÉSIDENT ERDOGAN

17^e économie mondiale, la Turquie affiche des performances économiques solides : la croissance du PIB a atteint 4% l'an dernier ; la dette publique ne représente que 36% du PIB, contre plus de 90% en France. Mais ce dynamisme s'est en partie créé au détriment des conditions de travail des salariés, mises à mal par la politique néolibérale de l'ex-premier ministre – désormais président – Recip Erdogan. Nous avons rencontré le secrétaire général du syndicat KESK, Hasan Toprak, qui nous livre son diagnostic de la situation.



Hasan Toprak, vous êtes depuis le mois de juin le secrétaire général de la Confédération des Syndicats de la Fonction Publique (KESK). Pouvez-vous revenir rapidement sur votre parcours ?

Je suis enseignant de profession et socialiste de conviction. J'ai toujours eu à cœur de défendre les conditions de travail de mes collègues, ou mieux, de faire en sorte qu'elles s'améliorent. Dès le début de ma carrière, j'ai adhéré au syndicat enseignant Eğitim-Sen, qui fait aujourd'hui partie de la confédération KESK. Après plusieurs années d'engagement, j'ai été nommé président du bureau d'Istanbul. Lors du dernier congrès de KESK, en juillet dernier, j'ai été élu secrétaire général de la confédération. Je suis désormais basé à Ankara (la capitale politique de la Turquie, *ndlr*), bien que je me déplace en permanence dans le pays. Mon salaire n'a pas bougé suite à cette nomination, alors que dans les autres syndicats, les dirigeants voient leur rémunération doubler voire tripler (d'autres syndicats, plus proches du gouvernement, versent un complément de salaire à leurs dirigeants ce qui n'est pas le cas pour ceux de KESK, *ndlr*).

La Turquie connaît des taux de croissance très soutenus depuis une vingtaine d'années. En parallèle, les conditions de travail se sont-elles améliorées ?

Le tableau n'est pas rose (cf. encadré). Depuis quelques années, le gouvernement s'est lancé dans une politique de privatisation à outrance et a favorisé le recours à la sous-traitance dans de nombreux secteurs. Même les institutions publiques ont recours à cette pratique, qui permet de payer moins cher des salariés qui ne sont généralement pas syndiqués. Avec des conséquences dramatiques, comme l'illustre l'accident survenu en mai dernier à la mine de Soma (accident minier dû à une explosion, à Soma, à l'ouest de la Turquie, *ndlr*). La catastrophe a officiellement fait 301 victimes – en réalité, beaucoup plus. Les ouvriers en question travaillaient pour un sous-traitant, et il a été clairement démontré que les normes de sécurité étaient trop laxistes.

Comment se porte le syndicalisme en Turquie ?
Le taux de syndicalisation est très bas (cf. encadré). De nombreux employeurs étouffent les

Hasan Toprak,
secrétaire général
du syndicat KESK.



revendications des salariés en intimidant, voire en licenciant les militants. Le gouvernement est complice de cette démarche : au mois de juin par exemple, près de 6 000 salariés d'une entreprise de verrerie sont entrés en grève pour demander des augmentations de salaires ; le gouvernement a immédiatement décrété le report de la grève en prétextant qu'elle mettait en danger... la santé publique et la sécurité nationale ! Par ailleurs, lors des manifestations, il n'est pas rare que la police emprisonne des militants et les assaille de questions telles que « *pourquoi faites-vous partie d'un syndicat ?* » ou « *pourquoi faites-vous grève ?* » Comme s'ils avaient quelque chose à se reprocher !

Qu'en est-il de votre organisation, KESK ?

Depuis 1995, nous défendons les salariés du secteur public, principalement dans deux domaines : l'enseignement et la santé. Notre combat concerne également les usagers. La politique néolibérale du gouvernement Erdogan pousse à la privatisation des écoles et des hôpitaux. Même dans les écoles publiques, les familles doivent de plus en plus mettre la main à la poche pour financer des services comme le ménage, les fournitures scolaires... Cela vient rogner directement sur le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres.

Parce qu'elle est activiste, notre confédération est clairement dans le viseur du gouvernement : l'an dernier, 52 de nos militants ont été emprisonnés. En 2009, notre président Lami Özgen a été retenu pendant 8 mois en prison, sans qu'il y ait eu jugement ! La réalité, c'est que le gouvernement Erdogan nous reproche nos convictions socialistes. ►►

ZOOM

KESK, le syndicat qui dérange

La Confédération des Syndicats de la Fonction Publique (KESK) a été créée en décembre 1995 (auparavant le syndicalisme était interdit dans le secteur public). KESK est composé de 11 organisations qui regroupent 240 000 membres, dont environ la moitié travaille dans l'éducation. L'organisation est réputée pour ses prises de position progressives sur de nombreux sujets : pouvoir d'achat, travail des femmes, condition kurde... Ce qui lui vaut de s'attirer les foudres du gouvernement. Des centaines de membres ont déjà fait l'objet de séquestrations de la part de la police.

La police espionne les syndicats, installe secrètement des micros et des caméras dans les locaux... Peut-être nous écoutent-ils au moment où je vous parle. Nous avons dû faire abattre et remplacer les murs de notre siège à Ankara pour nous assurer que nous n'étions pas épiés !

Est-ce qu'il vous arrive d'avoir peur ?

Vous savez, à force, on s'habitue... (rires)

Ces dernières années, votre confédération a vu s'effriter le nombre de ses adhérents, alors que le syndicat Memur-Sen, réputé proche du gouvernement, monte en puissance. Cela vous inquiète-t-il ?

Le syndicat Memur-Sen bénéficie de la propagande du gouvernement et, indirectement, de son argent. Mais lorsque viendra l'alternance, Memur-Sen déclinera aussi rapidement qu'il s'est développé. Je ne suis donc pas inquiet à moyen terme. Pour l'heure, les négociations collectives dans l'éducation et la santé sont menées entre le gouvernement et Memur-Sen, sans même nous consulter, ce qui est proprement scandaleux. Pour vous dire, Memur-Sen a proposé des augmentations de salaires qui étaient en-deçà de ce que le gouvernement avait en tête !

De quelles ressources dispose votre organisation ?

Nous dépendons des cotisations de nos adhérents. Mais également c'est l'employeur, donc le gouvernement, qui paye la cotisation directement à la place des fonctionnaires. L'État sait donc parfaitement qui est syndiqué, ce qui décourage certains salariés de nous rejoindre. Nous avons attenté une action en justice pour mettre fin à cette pratique, sans succès.

Votre confédération est connue pour son engagement politique qui dépasse les sujets liés aux salaires et aux conditions de travail : pouvez-vous nous en dire plus ?

L'égalité des chances entre les hommes et les femmes fait partie de nos préoccupations majeures. En Turquie, le harcèlement psychologique voire sexuel envers les femmes est très fréquent. Beaucoup d'hommes clament sans complexe qu'ils n'aiment pas travailler avec des femmes. En outre, on manque cruellement de crèches. Le gouvernement prétend manquer d'argent pour investir

dans des infrastructures, ce qui est grotesque ! De l'argent, Erdogan en a tellement qu'il en cache dans des boîtes à chaussure (en décembre dernier, la police a retrouvé des boîtes à chaussures pleines de billets pour une valeur de 4,5 millions de dollars chez Suleyman Aslan, le PDG de Halk Bank. Or le riche financier est connu pour ses liens étroits avec le premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ndlr). Pour revenir sur cette question des femmes, celles-ci représentent 44% de nos membres. KESK s'efforce de montrer l'exemple en mettant en place un comité dédié à ce sujet. Par ailleurs, depuis le Congrès du mois de juillet, la confédération a une présidence bicéphale, avec une personne de chaque sexe.

KESK s'implique également pour la cause kurde...

Nous sommes très actifs sur ce front. Il y a environ 15 millions de Kurdes en Turquie, et plus de 30 millions dans le Proche et Moyen Orient, qui demandent légitimement à ce que leur identité soit respectée. Par principe, KESK s'oppose à tous les types de nationalisme et de racisme et prend position pour les peuples qui sont opprimés ou discriminés. Plutôt que de prendre en compte les besoins des Kurdes et d'investir en conséquence (nous demandons par exemple que les écoles turques proposent des cours en langue kurde), l'État a opté pour la confrontation militaire. C'est un véritable drame : en décembre 2011, plus de 30 innocents ont été massacrés lors d'un raid aérien au-dessus du village d'Ortasu, près de la frontière irakienne. L'opération visait des rebelles séparatistes mais ce sont des civils qui ont perdu la vie. KESK a immédiatement dénoncé cette bavure.

REPÈRES

Marché du travail : les chiffres de la honte

• Près de 300 000 enfants

âgés de 6 à 14 ans sont employés en Turquie.

• L'an dernier, 1 235 personnes

ont perdu la vie suite à un accident de travail. La plupart des accidents sont attribués à des dispositifs d'hygiène et de santé insuffisants.

• Le taux d'accident mortel s'élève à 12,3 pour 100 000 travailleurs

alors que la moyenne européenne est de 2,1.

• Les mines de charbon ont été privatisées en 2004.

À production équivalente, le taux de mortalité dans les mines est **4,6 fois** plus élevé qu'en Chine.

• Le taux de syndicalisation turc est le plus bas de l'OCDE : inférieur à 5%.

La faute notamment aux intimidations et pressions qui pèsent sur les salariés militants.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Le combat est loin d'être terminé. Le 10 septembre dernier, le gouvernement a promulgué une loi favorisant la sous-traitance dans les secteurs publics et privés. Cette loi avait été votée fin mai dans le plus grand secret, sans consulter les syndicats. Les conditions de travail des salariés vont encore se détériorer, et la précarité va continuer à monter dans notre pays. KESK va continuer à se battre contre les bas salaires, l'insécurité au travail et le moins-disant social. Les travailleurs turcs méritent mieux que ça ! ■